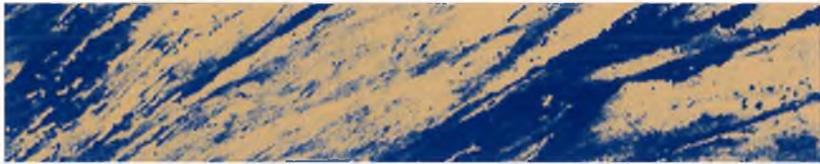


# Revue critique de droit international privé



**DIRECTEUR**  
Bertrand Ancel

**RÉDACTEUR EN CHEF**  
Horatia Muir Watt

**SECRÉTAIRE GÉNÉRAL**  
Sabine Corneloup

## SOMMAIRE DU N° 2-2015

### Première Partie. — Doctrine et Chroniques.

Carlos FERNÁNDEZ ROZAS. – Le nouveau droit international privé de la République icaine .....	303
à MUIR WATT. – Dette souveraine et main visible du marché : de nouveaux enjeux du droit international privé des contrats .....	331

### Deuxième Partie. — Jurisprudence.

#### NATIONALITÉ.

#### CONDITION DES ÉTRANGERS.

**Ret d'office** – Ressortissant d'un État tiers – Remise de l'étranger aux autorités de l'État e l'ayant admis sur son territoire – Placement en rétention en vue de l'exécution de la déci- Assignation à résidence aux mêmes fins – Articulation entre les procédures du livre V du CJA océdure contentieuse spéciale prévue par le III de l'article L. 512-1 du CESEDA (intervention 3 des 72 heures) – Procédure ceseda exclusive des procédures prévues au livre V du CJA – abilité d'un référé-liberté présenté sur le fondement de l'article L. 521-2 du CJA – Conseil 30 décembre 2013 et 6 octobre 2014, n° 367533 et n° 381573, note Paul Klötgen, p. 355.

**mpement familial** – Enfant du requérant – Acte de naissance étranger – Authenticité contestée s de visa – Article 8 Convention EDH – Violation – 2°) *État civil* – Mineur – Détermination de Acte de naissance étranger – Authenticité contestée – Examen buccal – Refus de visa en vue groupement familial – Article 8 Convention EDH – Violation – Cour européenne des droits de e (5<sup>e</sup> sect.), 10 juillet 2014 (3 arrêts, 1 décision d'irrecevabilité), note Sabine Corneloup, p. 373

**iation** – Association de siège étranger – Accès à la justice – Personnalité morale acquise nger – Absence d'établissement en France – Absence de déclaration préalable – Qualité jir – Conseil constitutionnel, 7 novembre 2014, n° 2014-424 QPC, note Louis d'Avout, p. 383

#### CONFLITS DE LOIS.

**t d'assurance** – Loi applicable – Convention de Rome du 19 juin 1980 – Absence de choix ion d'un portefeuille de contrats d'assurance – Opposabilité aux tiers – 2°) *Convention de du 19 juin 1980* – Contrat d'assurance – Loi applicable – Article 4 – Articulation entre la ption et la clause d'exception – Cour de cassation (Civ. 1<sup>re</sup>), 22 octobre 2014, note Sabine up, p. 389

**leur étranger** – Détachement temporaire – Directive 96/71 relative au détachement de tra- s, article 3, 7° – Article R. 1262-8 du Code du travail – Sommes versées au titre du déta- it – Intégration au salaire minimal – Cour de cassation (Soc.), 13 novembre 2014, note ie Jault-Seseke, p. 396

3 – Personnes de même sexe – Conditions de fond – Loi applicable – Convention franco- ine du 10 août 1981 – Article 5 – Lois nationales respectives – Loi prohibant le mariage xuel – Article 4 – Contrariété à l'ordre public – 2°) *Convention franco-marocaine du 10 août* Article 5 – Conditions de fond du mariage – Mariage de personnes de même sexe – Loi e prohibitive – Article 4 – Contrariété à l'ordre public – Éviction de la loi prohibitive – Condi- Cour de cassation (Civ. 1<sup>re</sup>), 28 janvier 2015, notes Didier Boden, Sylvain Bollée, Bernard 2etra Hammje, Pascal de Vareilles-Sommières, p. 400

#### CONFLITS DE JURIDICTIONS.

**tence internationale** – Clause attributive de juridiction – Clause compromissoire – Conflit es de juridiction – Principe compétence-compétence – Cour de cassation (Civ. 1<sup>re</sup>), 25 juin ote Sandrine Clavel, p. 413

me – Article 8 – Exigences procédurales inhérentes – Obligations positives – Violation de la vie familiale (oui) – Décision de non-retour de l'enfant – Rejet d'analyse automatique et présumée – Mise en balance des intérêts – Changement de circonstances pertinentes – Article 8 – Violation (non) – *3° Mineur* – Divorce – Attribution de la garde de l'enfant – Double nationalité – Litispendance – Injonction des juridictions américaines – Juridictions françaises saisies en premier – Cour européenne des droits de l'homme, 1<sup>er</sup> juillet 2014, n° 54443/10, *Alina Avasilencei*, p. 420

en internationale – Droit belge – Intérêt supérieur de l'enfant – *Kafala* – Statut prohibitif – Respect de la vie privée et familiale – Violation (non) – 2° *Convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales* – Article 8 – Violation (non) – *Kafala* – Adoption de l'enfant (non) – Statut prohibitif – Intérêt supérieur de l'enfant – Unicité de la filiation (Belgique/Maroc) – Cour européenne des droits de l'homme, 16 décembre 2014, req. n° 52265/10, *Abdelhakim Marchadier*, p. 432

tur – Enlèvement international d'enfants – Enfants résidant en France – Décision étrangère – Compétence obtenue par fraude – 2° *Litispendance* – Procédures de divorce – Décision étrangère statuant sur le sort des enfants – Décision déclarée irrégulière – Compétence étrangère – Action par fraude → Obstacle à l'exception de litispendance (non) – Cour de cassation (Civ. 1<sup>re</sup>), 1<sup>er</sup> septembre 2014, note Sarah Laval, p. 443

## UNION EUROPÉENNE.

arrêt CE n° 44/2001 – Article 27 – Litispendance – Notion de saisine – Demande d'expérimentation – Cour de cassation (Civ. 1<sup>re</sup>), 28 janvier 2015, note Nicolas Ciron, p. 454

arrêt (CE) n° 1346/200 – Article 3 § 1 (oui) – Convention de Lugano révisée du 30 octobre 2007 – Compétence du tribunal de l'État membre sur le territoire duquel a été ouverte une procédure d'insolvabilité – Action en remboursement de paiements effectués par le gérant – Défendeur n'ayant pas son domicile sur le territoire d'un État membre – Compétence du tribunal ayant ouvert la procédure d'insolvabilité (oui) – 2° *Procédures d'insolvabilité* – Action en remboursement de paiements effectués par le gérant – Défendeur n'ayant pas son domicile sur le territoire d'un État membre – Compétence du tribunal ayant ouvert la procédure d'insolvabilité (oui) – Cour de justice de l'Union européenne, 4 décembre 2014, aff. C-295/13, note Dominique Bureau, p. 462

## Troisième Partie. — Documentation.

Matériaux nouveaux de la France (relevé des textes publiés au *Journal officiel*).

Lois, décrets et actes officiels français (relevé des textes publiés au *Journal officiel*).

Textes reproduits :

*Procédure pénale* – Conseil constitutionnel – Décision n° 2014-452 QPC, 27 février 2015, p. 477

Union européenne.

Textes reproduits :

Compétence judiciaire – *Effets des jugements* – Règlement (UE) 2015/263 de la Commission du 16 janvier 2015 modifiant les annexes I à IV du règlement (CE) n° 44/2001 du Conseil concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, p. 482

Informations diverses.

Droit international privé – République dominicaine – Loi n° 544-14 de droit international privé de la République dominicaine du 15 octobre 2014, p. 488

## Quatrième Partie. — Bibliographie.

ouvrages. – AUDIT (Mathias), BOLLÉE (Sylvain) et CALLÉ (Pierre), *Droit du commerce international et des investissements étrangers* (Bertrand Ancel), p. 503 – JAULT-SESEKE (Fabienne), COFFI (Sabine) et BARBOU DES PLACES (Ségolène), *Droit de la nationalité et des étrangers*